Libération 17 novembre 2026

https://www.liberation.fr/politique/sur-le-financement-des-associations-un-front-republicain-bienvenu-contre-marine-le-pen-20261117_BYBIUKIKSRDW5I3MVV5PFGTPSY

Le billet de Jonathan Bouchet-Petersen

Sur le financement des associations, un front républicain bienvenu contre Marine Le Pen

Lors du débat sur LCI lundi soir organisé par les Restos du cœur, la candidate d'extrême droite a confirmé qu'elle supprimerait les subventions à certaines associations jugées «politisées» comme la Ligue des droits de l'homme.

Poussée dans ses retranchements, Marine Le Pen a fini par montrer son vrai visage en vitupérant contre ce *«ramassis de gauchistes»* de la Ligue des droits de l'homme auquel elle compte bien, en cas de victoire à la présidentielle, couper tout financement public. Voilà qui est venu conclure une longue diatribe de la candidate d'extrême droite contre ces associations qu'elle considère comme «politiques» et qu'elle compte bien mettre au pas. En se gardant prudemment d'en faire la liste pour mieux louer la neutralité des Restos du cœur.

Ce fut ce lundi soir l'un des moments marquants du grand (et passionnant) débat organisé par LCI en partenariat avec les dits Restos du cœur, dont nombre de bénéficiaires ont pu interpeller les cinq candidats présents. Marine Le Pen, donc, mais aussi Jean-Luc Mélenchon, Raphaël Glucksmann, Bruno Retailleau et Gabriel Attal, mais pas Edouard Philippe qui s'était fait porter pâle au motif – incompréhensible – qu'il avait conseil municipal au Havre.

Nombreuses assos dans le viseur

Cette inquiétante croisade de la candidate du RN contre une large part du monde associatif, auquel elle compte sucrer plus de 3 milliards d'euros de subventions au cours de son hypothétique quinquennat, n'est pas nouvelle. A ses yeux, toute association qui ne serait pas le doigt sur la couture face au pouvoir ou, pire, qui contesterait la politique menée en dénonçant ses conséquences concrètes ou les valeurs que celle-ci viendrait piétiner, se verrait punie. Comme c'est le cas dans plusieurs villes dirigées par l'extrême droite, notamment à Hayange.

Dans son viseur, liste non exhaustive et typique de ce que font ses alliés un peu partout en Europe, tous les acteurs qui appellent à faire barrage à sa victoire : la LDH ou SOS Racisme, mais aussi le Planning familial ou, bien sûr, l'ensemble des associations qui viennent en aide aux migrants et un grand nombre d'associations engagées dans la cause climatique ou féministe. Déjà, lors du dernier congrès du RN à Orléans, face à une mobilisation rassemblant dans la ville des responsables politiques, des militants antifascistes, des syndicats – notamment la CGT – et des associations, elle avait prévenu qu'elle aurait *«de la mémoire»* en cas d'accession à l'Elysée.

Dimension autoritariste

Une menace explicite contre les associations et les syndicats (lesquels semblent davantage protégés), qu'elle souhaite apolitiques, mais aussi le monde culturel et les médias. Voilà qui dit beaucoup de la dimension autoritariste et de la très préoccupante dérive illibérale qui est consubstantielle au programme de la candidate d'extrême droite. L'occasion, ce lundi soir sur le plateau de LCI, d'un front républicain de circonstance rassemblant Raphaël Glucksmann, Gabriel Attal et Jean-Luc Mélenchon. On aurait été curieux de voir si Edouard Philippe en aurait fait partie.